

QUE SIGNIFIE LA RÉSURGENCE DES MOUVEMENTS DÉMOCRATIQUES ?

UNE VAGUE RÉCENTE ET PERSISTANTE

Des mouvements démocratiques d'ampleur et marqués par des formes émeutières voire insurrectionnelles, sont apparus au Népal (2006), en Birmanie (2007), au Tibet (2008) puis en Iran (2009), en Tunisie (2011), en Égypte (2011), puis dans l'infortunée Syrie (2011) et récemment en Ukraine (2013) et à Hongkong (2014)¹. Ces protestations ont gagné, selon les cas, une part importante de la population avec des mots d'ordre en faveur de la démocratie et des libertés. Le prolétariat – en particulier ses composantes de la jeunesse urbanisée et dans des proportions remarquables dans certains pays, des femmes – était présent en quantité et en qualité, que ce soit en avançant des revendications de nature défensive ou par sa participation active dans les affrontements avec les forces de répression. Il ne s'est toutefois jamais singularisé en tant que classe et n'a pas généralisé l'usage de son arme la plus redoutable, la grève (à l'exception de la Tunisie, où des grèves ont eu lieu dans le secteur public, mais ne se sont pas généralisées au secteur privé). Il n'a pas développé (ni d'ailleurs hérité) d'organisations ouvrières autonomes qui portent ses intérêts politiques propres et n'est a fortiori pas parvenu à gagner les autres classes opprimées à une perspective révolutionnaire. Nous écrivions – au sujet de l'Égypte – que « *la capacité de la classe ouvrière en mouvement d'attirer à soi des secteurs et des individus issus d'autres couches de la société civile reste, à nos yeux, une condition vitale de sa victoire sur les classes dominantes. Le problème est qu'à ce stade, la cause prolétarienne est masquée par les revendications démocratiques classiques et les jeux de pouvoir au sein des classes dominantes. Rapidement, les insurgés se sont montrés incapables de se penser comme une expression d'une classe sociale indépendante et sans patrie. Une classe qui aspire au renversement non seulement des régimes autoritaires et corrompus mais aussi à la destruction de l'État, de tous les États, et, surtout, à la constitution révolutionnaire d'une société coopérative centralisée, sans classes, sans argent, sans exploitation et sans oppression.* »²

Ces mouvements ne possèdent pas nécessairement toutes les caractéristiques énoncées ci-après, mais celles-ci sont des balises importantes pour les comprendre.

1) Les mouvements démocratiques trouvent l'essentiel de leur légitimité dans la rue et dans l'affrontement aux différents appareils d'État. Ils sont la plupart du temps spontanés et surgissent des entrailles de la société civile, sans médiation d'aucune sorte, expression directe de mécontentements multiples cumulés. Ils se méfient de toutes formes de délégation.

2) Ces mouvements ont une « âme politique » clairement affirmée et prépondérante. C'est la différence fondamentale eu égard au mouvement politique prolétarien qui, lui, affiche orgueilleusement son « âme sociale », son identité de classe. La finalité du mouvement démocratique est invariablement interclassiste donc pas exclusivement bourgeoise.

¹ Que nous avons analysés dans plusieurs textes : « *Birmanie/Népal : Persistance de la révolution démocratique* » (Lettre n°27, janvier 2008), « *Tibet : Lutte contre le colonialisme chinois* » (Lettre n°28, mai 2008), « *Iran : Le grondement populaire souterrain fait surface* » (Lettre n°31, décembre 2009), « *La jeunesse scolarisée secoue le joug de Pékin et de l'oligarchie hongkongaise* » (Lettre n°39, novembre 2014), « *Tunisie : Restructuration à chaud de l'état après une tentative d'insurrection démocratique incomplète* » (Brochure n°2, juin 2011), « *Égypte : Compromis historique sur une tentative de changement démocratique* » (Brochure n°3, octobre 2011), « *Égypte : Un coup d'état au nom de la démocratie et du peuple* » (Document de travail n°7, novembre 2013), « *Premiers points fermes sur les dernières révoltes dans les pays arabes* » (Bulletin n°1, 16 février 2011), « *Le "printemps arabe" des prolétaires vient de commencer* » (Bulletin n°3, 28 février 2013), « *Égypte : L'armée emploie la force pour reprendre le contrôle de l'exécutif ; les frères se préparent à un long combat ; le prolétariat tarde à entrer en scène pour lui-même* » (Bulletin n°5, 9 septembre 2013), « *Ukraine : une insurrection démocratique victorieuse dirigée par les nationalistes ; les ouvriers coincés entre les deux factions en conflit* » (Bulletin n°6, 4 mars 2014).

² Voir « *Premiers points fermes sur les dernières révoltes dans les pays arabes* » (Bulletin n°1, 16 février 2011).

En dépit des expressions radicales qui les traversent, ces mouvements manient la politique comme art de la médiation car leur objectif est toujours, au mieux, la réalisation de réformes, de restructurations du système tel qu'il est, la modernisation de l'État du capital, l'élargissement de son assise sociale, et la refonte de tout ou partie de ses corps intermédiaires. Le tout aboutit finalement à la modification de l'organisation de la société pour l'adapter aux exigences du capitalisme mûr.

Le système n'est pas attaqué dans son fondement économique et social. Les rapports sociaux et l'organisation capitaliste du travail demeurent intacts, le plus souvent inaccessibles au mouvement démocratique. Les symboles et les mots d'ordres adoptés (« *Nous sommes 99 %* », par exemple), les revendications avancées, les lieux choisis pour l'affrontement comme les places centrales, les parcs et les sièges du pouvoir sont parfaitement cohérents avec leur détermination interclassiste.

3) Ces mouvements sont marqués par leur caractère massif, en adéquation avec leur nature interclassiste et populaire, ce qui ne signifie pas toutefois qu'ils sont majoritaires dans la zone ou du pays concerné. Ce caractère massif se retrouve aussi dans l'éclatement d'importants et violents affrontements avec les forces de l'ordre mais soulignons que la violence de masse contre les appareils répressifs de l'État n'est nullement, en soi, un produit, voire un facteur d'une révolution prolétarienne qui serait en marche. Parmi les exemples récents, les plus éclatants ont été la confiscation militaire par les bandes armées nazies des derniers épisodes de la révolte démocratique de Maidan à Kiev ou bien le rôle dirigeant joué dans les affrontements de la place Tahrir, au Caire, par les Frères musulmans.

4) La capacité des mouvements démocratiques de s'exporter au-delà des frontières nationales se vérifie dans la capacité de s'enraciner aussi dans certains pays du vieux capitalisme où l'État est en crise fiscale comme en Espagne, ou en Grèce. Ces pays où les mécanismes et les instituts de la vieille démocratie sociale sont secoués à la fois par la crise budgétaire et la crise de valorisation ont vu des pans entiers de la société civile se mobiliser pour restaurer « le lien social et politique » au moyen de l'intégration à l'État d'instances de dite démocratie directe, de demandes de changement en profondeur des représentants politiques des classes dominantes et de « plus de transparence » dans la gestion de la cité. Toutefois, si le mouvement démocratique apparaît global, au point que d'aucuns en font l'acteur d'un nouveau cycle politique révolutionnaire mondial, il demeure essentiellement national. Les éléments d'unification globale entre ses différentes expressions nationales sont faibles et essentiellement formels, c'est à dire relatifs à la forme du mouvement pas à son contenu politique et, en aucun cas, ne relève de liens organisationnels. Chacun de ces mouvements démocratiques exprime un besoin de renationalisation avec un horizon de transformation qui ne dépasse jamais les frontières, « *global is local* ». Or, seul le mouvement politique prolétarien a la faculté intrinsèque de s'affirmer partout comme réellement international. Seul le mouvement prolétarien est à même de définir un cycle politique global de rupture avec le capital mondial, pour lui, et uniquement pour lui, « *local is global* ».

5) Souvent radicaux dans leurs formes de lutte, parfois dans leur organisation, les mouvements démocratiques actuels ne le sont pas sur le fond. Contrairement à leurs ancêtres de 1848, ils ne remettent guère en cause la forme de l'État et ne sont pas porteurs des revendications politiques de classes et de demi-classes dont les intérêts ne sont pas ou peu représentés par celui-ci. En passant par moult soubresauts, les mouvements démocratiques d'antan ont fini presque partout par gagner contre les rentiers et les féodaux au pouvoir mais aux dépens des sans-réserves. L'État démocratique moderne avec son corollaire de démocratie sociale institutionnalisée s'est installé dans les pays capitalistes avancés. La multiplicité de ses constitutions formelles plus ou moins libérales ne change pas la donne de fond. On conteste alors uniquement tel ou tel aspect particulier de la domination politique des classes dominantes. C'est pourquoi la conception de l'État que sous-tendent les mouvements démocratiques actuels se réduit à l'exécutif ou, pire, juste à la clique qui le dirige. Il n'est guère étonnant que les demandes des démocrates d'aujourd'hui se cantonnent à des aménagements de l'ordre dominant car ils ne remettent jamais en cause son existence, ils ne cherchent pas à préserver les pratiques radicales et autonomes de libertés individuelles et collectives exprimées pendant les mouvements démocratiques de masse.

Aucune formalisation des libertés individuelles et collectives dans le cadre de l'État n'est satisfaisante car elle favorise à terme la stabilisation du mode de production capitaliste et le renforcement de la domination étatique sur les classes subalternes. La formalisation de revendications de liberté par les mouvements démocratiques est le meilleur chemin pour que ces derniers soient canalisés dans des dynamiques de négociation avec l'État et perdent toute potentialité subversive. Le seul moyen pour éviter cette impasse est que les mouvements démocratiques matérialisent durablement et de façon autonome de l'État leurs aspirations, satisfasse par la lutte intransigeante les besoins qui les ont suscités. Des besoins qui, par ailleurs, ne doivent pas être réduits au désir de plus de libertés individuelles et collectives des populations urbanisées. La lutte pour la terre menée par les paysans pauvres brésiliens est un exemple du champ très vaste que les mouvements démocratiques peuvent représenter en

l'absence d'une lutte indépendante de la classe ouvrière seule capable de les recentrer sur l'objectif de la transformation révolutionnaire du monde.

Les revendications et les luttes démocratiques correspondent historiquement à une phase depuis longtemps dépassée de la domination du capital. La démocratie bourgeoise s'est imposée pratiquement comme la forme de domination politique la plus efficace et durable du mode de production capitaliste (MPC). Toutefois, cette forme d'organisation politique de l'État moderne n'est guère conforme à ses principes initiaux (un homme, une voix ; libertés politiques individuelles et collectives). Des aménagements significatifs au nom de la gouvernance, du compromis avec les formes d'organisation politique préexistantes et du maintien de la stabilité de l'État ont de plus en plus « blindé » et éloigné du « citoyen » l'exercice concret du pouvoir démocratique. Du coup, dans les pays centraux du MPC, les demandes de plus de liberté et de démocratie bourgeoise surgissent régulièrement au sein du corps social et, parfois, empruntent des moyens radicaux de lutte et d'organisation. Ces demandes issues de la société civile accompagnent souvent l'émergence d'un cycle politique prolétarien ascendant, comme celui de 1968. Dans ces périodes, la réponse prolétarienne à ces demandes est relativement simple : il s'agit de les absorber en les transformant dans leur nature profonde pour les rendre compatibles avec la perspective communiste.

Aujourd'hui, le contexte est bien plus compliqué car si le prolétariat joue un rôle non négligeable dans ces mouvements, il n'arrive pas à cristalliser sa force politique de manière indépendante des formations bourgeoises. Pour autant, ces mouvements ne sont d'une part, pas dénués d'intérêt pour l'avenir de la lutte des classes : ils pourraient, par exemple, fournir une indication de ce qui arrivera en Chine et, d'autre part, les questions politiques et théoriques qu'elles soulèvent ne sauraient être balayées d'un revers de main en les réduisant à leur strict contenu démocratique (ou à l'inverse en les assimilant à un mouvement prolétarien), ni à leurs résultats les plus tangibles *a posteriori* : la redistribution des cartes dans les exécutifs touchés et, plus fondamentalement, le processus de modernisation des États. Pour notre part, il s'agit avant tout d'expliquer ce que signifient la démocratie et toutes les revendications démocratiques à l'ère du capitalisme mûr et du marché mondial unifié.

Les communistes ne revendiquent pas l'établissement de la république démocratique car leur objectif est la destruction de tous les États. Pourtant, ces mouvements démocratiques à potentialité radicale ne doivent inspirer ni indifférence, ni mépris de la part des communistes qui ne peuvent qu'apprécier l'amélioration des conditions objectives favorables au développement de l'indépendance politique de la classe ouvrière. D'après Engels, la république démocratique est la forme de domination capitaliste la plus propice aux revendications ouvrières. Néanmoins, les aspirations libertaires dans des dictatures ne sauraient réveiller un enthousiasme aveugle car il ne s'agit pas encore du mouvement de la classe consciente d'elle-même. Ce nivellement par le bas du combat politique de la classe ouvrière n'est cependant pas le signe que celle-ci aurait épuisé sa capacité et sa force révolutionnaires, et qu'il nous faudrait, en conséquence chercher un autre sujet révolutionnaire. Les conditions objectives qui rendent possible le communisme et la transformation révolutionnaire du prolétariat sont toujours présentes. Le mouvement prolétarien n'est pas non plus condamné à parcourir de nouveau une étape démocratique. Ces moments particuliers, quoique répétitifs, de la lutte de classes ne contredisent pas la tendance historique dominante à l'affrontement direct entre le capital et ses formes de domination politique (dont la démocratie) et le mouvement vers le communisme. Quand la société civile se cantonne à appliquer sa critique pratique à des formes particulières de la dictature politique du capital, il est indispensable d'encourager toute tentative d'organisation prolétarienne autonome en leur sein, tout combat ouvrier indépendant, même s'il est minoritaire, combat qui porte en lui aussi la réalisation des aspirations libertaires des secteurs de la société civile qui tentent de s'émanciper - sans jamais y parvenir en raison de leur appartenance de classe - de l'État. La dynamique de la révolution en permanence débouchant sur la dictature du prolétariat dépendra de la conscience et de l'organisation autonome du prolétariat.

DES POUSSÉES INSURRECTIONNELLES OU LA CLASSE NE SE SINGULARISE PAS

Au-delà des particularités de chacun des mouvements et des formations sociales et politiques au sein desquelles et contre lesquelles ils s'insurgent, on peut dégager suffisamment de traits communs qui permettent, d'une part, d'analyser leurs limites politiques et d'autre part, d'en souligner le potentiel.

Si dans plusieurs cas (Ukraine, Iran, Népal, Hongkong), les contestations démarrent plus explicitement sur une base directement politique (contestation d'une élection ou d'un choix stratégique, coup d'État royaliste sur fond d'insurrection maoïste), dans d'autres cas, un arrière-plan économique et social fait émerger des préoccupations et des revendications immédiates, de nature défensive, contre la vie chère et la pauvreté ou pour « le droit au travail » (mot d'ordre inclus dans les limites du capital), voire pour la « dignité » (idem). Dans

plusieurs situations (Birmanie, Iran, Tunisie, Égypte), la hausse des prix de l'alimentation et/ou de l'énergie, ou la chasse contre l'économie informelle (Tunisie), dans un contexte de pauvreté ou de chômage élevés a agi comme un détonateur des révoltes populaires. Rapidement ou simultanément, ces revendications sont doublées d'aspirations libertaires et de mots d'ordre politiques pour la démocratie, les libertés individuelles (politiques, culturelles, religieuses), contre la corruption, le népotisme ou la répression portées par diverses classes et fractions de classes. Mots d'ordre qui prennent le dessus et qui cristallisent des mouvements interclassistes de la société civile. Des mouvements qui manquent singulièrement de cohésion et dont les revendications et les pratiques restent pour la plupart fluctuantes et incohérentes (cf. la reprise par des athées du « *Allah 'u Akbar* » en Iran constituant une illustration forte). Ces mouvements ne s'étendent pas à d'autres groupes opprimés touchés par la dégradation des conditions de vie et de travail ou à la paysannerie. Dans certains cas, la question nationale et coloniale (Tibet/Chine, Ukraine/Russie, Hongkong/Chine) ou la question religieuse (Coptes/Musulmans en Égypte) constituent des obstacles au dépassement des divisions de la classe voire favorisent des expressions nationalistes, qu'elles soient néo-nazies ou islamo-fascistes.

Malgré le pacifisme ambiant et globalement dominant à travers des manifestations « spectaculaires », les (jeunes) prolétaires sont très présents et particulièrement dans les affrontements violents. Face à une répression féroce de l'État causant blessés et tués – par la voie de sa police, de son armée ou de milices – la rébellion montre son incapacité à répondre sur une base organisée. En dépit de leur forme violente, ces premières émeutes ont un caractère éminemment défensif. Au lieu d'agir en corollaire incontournable d'une lutte politique indépendante déployée, l'exercice de la force par le prolétariat sert ici comme succédané de celle-ci. Façon de rappeler que l'exercice prolétarien de la violence n'est en rien synonyme d'offensive, ni et encore moins d'autonomie ouvrière. En outre, s'il y en a, les éléments les plus combattifs de la classe sont absorbés par l'affrontement direct contre les forces de répression et/ou par le nettoyage des régimes en place. Exception notable, en Ukraine, la militarisation du conflit a conduit à une victoire, sur ce terrain précisément, des fractions nationalistes extrêmes. Mais à Hongkong, l'inverse s'est produit : l'ultimatum posé par la HKFS au chef de l'exécutif, sans avoir les réels moyens de sa politique a contribué à démoraliser le mouvement et à isoler ses franges les plus déterminées.

La présence de prolétaires ne suffit pas à donner un fort contenu social à une insurrection. Pour preuve, il n'y a pas eu d'action d'ampleur, voire pas d'action du tout, sur les lieux de production – en particulier dans le secteur crucial, pour plusieurs états rentiers, de la production d'hydrocarbures. Il y a donc eu très peu voire pas de grèves à l'exception de la Tunisie ; aucun conseil, ni comité ouvrier n'a surgi. L'absence de critique de l'exploitation ou du salaire a laissé la place, dans le meilleur des cas (Tunisie, Égypte) à une remise en cause des chefs d'ateliers, de départements d'usine et des proviseurs de lycées, appelant nécessairement à leur remplacement en l'absence d'une remise en cause plus profonde de l'organisation du travail. Des revendications simples furent quelquefois satisfaites et l'ordre économique n'a pas été bouleversé. À Hongkong, le blocage de la circulation a toutefois eu des conséquences économiques pour les secteurs de la distribution et des transports, s'attirant l'opposition des capitalistes sur l'un des territoires productifs les plus avancés et les plus densément peuplés de la planète.

La confrontation se fait uniquement avec l'exécutif, voire avec les symboles de la domination. Dans plusieurs cas, les protestations se personnalisent en se cristallisant sur la chute du chef de l'État. Au mieux, lorsque cette demande est satisfaite, un secteur plus radicalisé poursuit la lutte pour faire tomber toute sa clique. À l'inverse, les insurrections ouvrières ont vocation à investir en priorité les casernes, les usines, les prisons, les communications et moins ce qui semble devenir la mode lancée, à des échelles et avec des résultats différents, par les altermondialistes ou les démocrates radicaux, à savoir l'occupation de places centrales des capitales et/ou de lieux du pouvoir exécutif.

Cette critique doit être précisée. Car, d'un côté, quand *Occupy Wall Street* investit Zuccotti Park, on ne peut même pas dire que c'est une grande place ou quoi que ce soit d'important, c'est donc même en deçà d'autres mouvements du même calibre. D'un autre côté, les occupations de grandes places préexistent à la dernière vague de mouvement démocratique (2006-2015). Il suffit de rappeler, par exemple, Tian'Anmen en 1989 (à très forte participation ouvrière) ou la Marche sur Washington de 1963 (« *March for jobs and freedom* » dont Luther King était l'un des organisateurs). Il ne s'agit donc pas de critiquer en soi l'occupation de rue mais plutôt de montrer que l'occupation de grandes places est plus liée à l'« âme politique » (et parfois non violente) des mouvements comme *Occupy* et surtout à leur absence d'enracinement dans les quartiers.

L'insurrection ouvrière dépasse le régime démocratique parlementaire par l'exercice de la dictature prolétarienne et vise la destruction de l'État. En revanche, les émeutes démocratiques produisent la réforme de ce dernier, donc, en dernière analyse, son renforcement. Ces contestations ont finalement été intégrées par la voie légale, confisquées entre les mains des oppositions institutionnelles ou de l'armée. La faible présence dans la

révolte de segments organisés de la classe ouvrière d'usine a certainement contribué à la dilution de la lutte de classe dans la lutte démocratique pour la rationalisation et la modernisation de la domination du capital. En résumé, le mouvement démocratique a été parfaitement capable de contenir, d'encadrer les revendications plus précisément prolétariennes lorsque celles-ci ont émergé.

Mais il ne faut pas accabler le mouvement démocratique d'aujourd'hui de tous les maux relatifs à la faiblesse présente du prolétariat. Nous ne sommes pas en juin 1848, à Paris, où le prolétariat s'est retrouvé à lutter pour lui-même mais seul et à subir une défaite contre un État renforcé par le mouvement démocratique issu de février. Nous ne sommes pas non plus, en novembre 1918, en Allemagne, où face à la révolution démocratique impulsée principalement par les ouvriers et les soldats et qui, dans les usines, contestaient fortement le commandement capitaliste d'entreprise, quand, pour amollir le mouvement et en isoler les éléments en pointe, le grand patronat et le syndicat ADGB signèrent rapidement des accords³ de cogestion des grandes entreprises par la reconnaissance des syndicats, l'augmentation des salaires et la réduction de la journée de travail à 8 heures.

DES MOUVEMENTS QUI PEUVENT S'INSCRIRE DANS LE PROCESSUS DE LIBÉRATION DU PROLÉTARIAT

Il est possible voire impératif d'appuyer l'interprétation ouvrière des luttes contre la dictature, dont il faut valoriser leur qualité de jalons du mouvement réel global de libération du prolétariat. Dans son combat déterminé pour la démocratie et contre le despotisme, par l'injection de la haine de classe, la classe ouvrière transforme partiellement, voire met en péril, cet épilogue normalisateur de modernisation de l'État, c'est-à-dire son adaptation aux conditions générales du marché mondial et à la dictature du capitalisme mûr. Lorsque les prolétaires sont prêts à défier les forces de répression les mains nues et à ne pas reculer devant les balles des policiers, ils apportent à la contestation une détermination qui peut ébranler le pouvoir qui y répond par la violence explicite. Les revendications de démocratie directe constituent un obstacle de taille à l'autonomisation et à la spécialisation du Politique. Il en est de même avec les mots d'ordre « *Dégage !* », qu'il ne faut pas non plus rejeter en bloc. La capacité à « dégager » les chefs témoigne d'un certain niveau de rapport de force au sein des entreprises et tend à faire basculer la peur du côté du commandement capitaliste. De plus, les expressions antiautoritaires semblent souvent se lier à des mouvements revendicatifs au sein des entreprises. L'ouverture d'une période d'instabilité laisse le champ libre à toutes les revendications, en particulier celles des travailleurs, y compris ceux qui n'ont pas participé au mouvement. C'est pourquoi ces luttes suscitent la méfiance des patrons et des dirigeants des places fortes du capital.

La présence dans ces mouvements d'une classe ouvrière d'usine est un facteur d'espoir. L'envie de s'en sortir, exprimée avec rage et désespoir par des dizaines de milliers de jeunes pauvres, la fragilisation qu'on espère durable des mailles de l'État sont autant de signaux qui indiquent que la lutte des classes n'est pas éteinte et que son potentiel demeure intact. Les actions collectives et l'expression de puissance dans la lutte constituent des prises de libertés pratiques contre l'ordre établi et marquent les consciences malgré la cage idéologique démocratique de ces mouvements. Selon les cas, la révolte des jeunes (urbains, scolarisés), la mobilisation des femmes contre l'oppression rampante dont elles sont l'objet, le refus de la répression et de la religion (notamment dans un contexte de renforcement mondial de l'Islam politique) sont des signes extrêmement positifs. En Iran, par exemple, la population a dans un mouvement, certes interclassiste, soulevé la chape de plomb du pouvoir en place et annoncé à la face du monde que quelque chose avait commencé, qui pourrait avoir une importance capitale pour la classe ouvrière mondiale.

Enfin, l'extension des libertés individuelles et démocratiques est susceptible de créer des conditions objectives plus favorables à la lutte de classe. La classe ouvrière n'est pas indifférente aux changements institutionnels et constitutionnels démocratiques. Elle a même plutôt intérêt au desserrement de l'étau dictatorial dans la mesure où elle peut s'assurer ainsi liberté de circulation, liberté de parole, etc. Il serait enfantin et finalement contre-productif de nier ces avancées partielles mais, d'un autre côté, on ferait preuve d'aveuglement en ne voyant pas, en elles, un élément potentiel de restauration de l'ordre du capital. Face à un dilemme de cette nature, le critère majeur à retenir, le facteur principal qui détermine le jugement des révolutionnaires est identique à celui que leur inspire toute fin d'un combat ouvrier défensif : le degré d'organisation autonome acquis par les minorités révolutionnaires au travers de ces luttes.

Un autre élément d'appréciation est le degré réel auquel ces mouvements libertaires permettent d'arracher des nouvelles pratiques correspondantes aux besoins des prolétaires et de toutes les autres catégories exploitées,

³ Accords dits « Stinnes-Legien » du 15 novembre 1918. Stinnes est un des grands patrons et Legien le dirigeant SPD de l'ADGB.

comme le fait de rétablir une correspondance entre les moyens de la lutte et sa finalité émancipatrice. Marx expliquait que :

« Lorsque les ouvriers communistes se réunissent, c'est d'abord la doctrine, la propagande, etc., qui est leur but. Mais en même temps ils s'approprient par là un besoin nouveau, le besoin de la société, et ce qui semble être le moyen est devenu le but »⁴.

Le développement de pratiques satisfaisant les besoins ouvriers, dans et par la lutte, est un puissant levier qui s'oppose de facto à la problématique de l'obtention de meilleures conditions accordées par le capital et son État, même si ce qui a été arraché par la force devient un facteur objectif de renforcement de la démocratie, il n'en reste pas moins que la création ou le renforcement de l'organisation autonome constitue la seule, réelle victoire politique.

LES PROLÉTAIRES DANS LES MOUVEMENTS DÉMOCRATIQUES RADICAUX

Premièrement, dans des formations économiques et sociales dotées d'États dictatoriaux, la lutte de classes peut emprunter des chemins spécifiques. D'une part, l'absence de liberté d'expression et d'égalité politique ainsi que l'absence d'organes d'intégration du prolétariat, dans un contexte où le Politique ne laisse aucune « autonomie relative » au Social et à ses corps intermédiaires (syndicats et autres associations), fait que le plus souvent la classe ouvrière perçoit sa condition comme le produit de la dictature. Du coup, quand elle lutte contre l'exploitation elle investit aussi l'oppression politique spécifique. Tout combat prolétarien se représente alors comme directement politique et pose rapidement la question militaire. D'autre part, en ligne générale, les régimes despotiques sont relativement inadéquats au développement du capital. Des forces bourgeoises et petites-bourgeoises y apparaissent continuellement dans un combat pour la démocratie politique dans le sillage de la gigantesque pression exercée par le marché mondial et par le mouvement concurrentiel du capital sur les formes de domination politique et sociale et sur les modes spécifiques de production incapables d'y résister. Ainsi la société civile tout entière (capital et travail unis) qui s'exprime politiquement en revendiquant la démocratie et les libertés politiques individuelles. Par conséquent, le prolétariat, en même temps qu'il défend ses intérêts immédiats, soutient la perspective de l'instauration de la forme politique adéquate de la dictature du capital mûr, la République parlementaire. Rien d'étonnant donc que les prolétaires se jettent régulièrement à corps perdu dans les batailles les plus radicales contre les dictatures sans élaborer et consolider leur indépendance politique des formations bourgeoises et petite-bourgeoises d'opposition. Plus rarement, des mouvements démocratiques radicaux et massifs surgissent aussi dans les citadelles du capital. Ils sont alors le plus souvent liés à des problématiques de libertés individuelles, notamment des femmes ou de dites minorités subissant des oppressions spécifiques. Ces mouvements ne se distinguent pas fondamentalement de ceux dans les pays dictatoriaux. Dans un cadre de cycle politique prolétarien ascendant, il est toutefois beaucoup plus simple de les faire converger vers les combats de classe des ouvriers.

Deuxièmement, la nature et le signe du cycle politique prolétarien en cours est en cause dans l'émergence d'insurrections démocratiques. Comparativement à la vague prérévolutionnaire mondiale des années 1968-1977, les révoltes prolétariennes suivantes, dans les années 1980 (travailleurs polonais, coréens ou sud-africains) présentent une forte discontinuité – et des traits communs apparents avec les mouvements actuels. La totalité d'entre elles ont trouvé dans la démocratie radicale le maximum de leur résultante politique. À aucun moment, elles n'ont secrété des organisations de classe propres au prolétariat révolutionnaire. La destruction de l'URSS et l'intégration au marché mondial de la Chine (deux dictatures), c'est-à-dire leur survivance dans le moule de la démocratie bourgeoise, se caractérisent, elles-aussi, notamment, par ce changement dans le cycle politique prolétarien. Dans son combat radical pour la démocratie, en modifiant les rapports de force, la classe ouvrière a accéléré le processus de décomposition et de transformation en profondeur des pays du camp dit socialiste. Au plan géopolitique, ces poussées insurrectionnelles de pauvres/sans réserves contre les dictatures de la périphérie du capital sont renforcées par l'offensive des pays à capitalisme mûr, menée sous les drapeaux de la démocratie contre les barrières (anciennes et nouvelles) à l'unification croissante du marché mondial. Guerre de propagande contre la Chine ou guerre de mouvement au Moyen-Orient en sont les signes distinctifs en ce qui concerne les USA.

ÉTAT ET DÉMOCRATIE, LIBERTÉ ET COMMUNISME

Le régime le plus adéquat à l'état capitaliste moderne, sa forme historiquement déterminée pour asseoir son despotisme de classe est la République démocratique bourgeoise. Elle est à la fois le mode de représentation le

⁴ Agnès Heller « La théorie des besoins chez Marx » p 74 éditions 10/18. Citation extraite des « Manuscrits de 1844 » (https://www.marxists.org/francais/marx/works/1844/00/km18440000/km18440000_5.htm).

plus accompli de l'intérêt général du capital et la forme de domination de classe la plus sophistiquée et la plus efficiente de l'âge moderne. Elle a la capacité de : « *transformer les états politiques en états sociaux, en sorte que les différents membres du peuple... sont égaux dans le Ciel de leur monde politique et inégaux dans l'existence terrestre de la société. C'est seulement la Révolution française qui achèvera la transformation des états politiques en états sociaux, autrement dit, fit des différences d'états de la société civile de simples différences sociales, des différences de la vie privée, qui n'ont aucune importance dans la vie politique. La séparation de la vie politique et de la société civile se trouva de ce fait achevée.* »⁵

La démocratie est coextensive de l'État et, à partir de là, aucune formalisation des libertés individuelles et collectives dans le cadre de l'État n'est satisfaisante car l'État en est leur négation active. L'État régule les conflits, encadre et définit toute expression de l'individu social et particulièrement celle des prolétaires indépendants. En démocratie, le citoyen, c'est-à-dire le membre isolé et égoïste de la société du capital, s'oppose au prolétaire et il en devient le pire ennemi. Le prolétariat n'inscrit pas par sur son drapeau rouge le suffrage universel, la séparation des pouvoirs et l'égalité juridique. Le vote « libre » et secret constitue l'expression politique démocratique achevée de l'individu en niant les luttes de la société civile. La démocratie s'arrête aux portes des usines, le commandement du capital requérant la soumission du travailleur partiel à la machine, usant d'une discipline militaire. « *Le code de fabrique dans lequel le capital formule en législateur privé et selon son bon plaisir le pouvoir autocratique dont il dispose sur ses ouvriers, sans la division des pouvoirs que la bourgeoisie affectionne tant par ailleurs et sans le système représentatif qu'elle chérit encore davantage, n'est en réalité que la caricature capitaliste de la régulation sociale du procès de travail devenue nécessaire avec la coopération à grande échelle et l'utilisation de moyens de travail communs, notamment la machinerie* »⁶.

Sur ce point, les syndicats – en tant qu'organes de l'État associés à la gestion de l'exploitation – contribuent à l'extension de la démocratie bourgeoise au domaine social. Introduisant des éléments d'égalité politique dans les entreprises, ils font des ouvriers des citoyens en quête de nouveaux droits supposés faire reculer la dichotomie classique entre démocratie dans la société et dictature dans l'usine. En réalité, ils nourrissent l'idée que l'émancipation est possible dans les lieux d'exploitation et ajoutent donc une mystification démocratique au despotisme de la machine et du surveillant. Le combat contre la démocratie dans l'entreprise devient ainsi un front crucial dans la guerre de classe. Mené avec cohérence, il trace une ligne de démarcation nette et infranchissable entre le parti ouvrier et le parti du capital. De même, la séparation des pouvoirs est une séparation entre pensée, délibération et action. Ce modèle formel n'est pas à appliquer aux organes de la classe en lutte car il ne permet pas de dépasser les difficultés qu'elle rencontre. Seule l'élévation perpétuelle du niveau de conscience des prolétaires combattifs met ces derniers en situation de contrer l'arrêt de la dynamique objective, sans cesse renouvelée, de dépassement, de développement du mouvement réel.

L'État exige qu'on lui délègue son sort et la satisfaction de ses besoins. Tout le contraire de l'aspiration à l'indépendance de l'individu social qui vise, par son mouvement de libération, à fonder lui-même directement, dans un environnement défini par la socialisation et la coopération productive, les contours de sa propre liberté et de celle de ses semblables. La liberté comme affirmation de l'individu séparé de sa communauté, reliée à elle uniquement par des liens juridiques (droits et devoirs), marque la supériorité de l'individu isolé sur l'individu social qui est gommé par postulat philosophique (liberté) et correspond à une négation de l'appartenance de classe et à un impératif de fraternisation avec l'exploiteur. Sous le capital, l'être social est nié politiquement alors que dans sa vie matérielle, la coopération productive règne. L'individu est « libre » contre tous les autres et « *l'application pratique du droit de liberté est le droit de propriété privée* »⁷. La bourgeoisie a rendu l'individu formellement indépendant tout en resserrant les liens qui en font un objet pour le capital, un instrument de sa reproduction. « *C'est précisément l'esclavage de la société bourgeoise qui est, en apparence, la plus grande liberté, parce qu'elle est, apparemment la parfaite indépendance de l'individu. Celui-ci considère comme sa propre liberté le mouvement effréné – libéré des entraves générales et des biens humains – des éléments aliénés de sa vie tels la propriété, l'industrie, la religion, etc. En réalité, cette liberté est la servitude parfaitement inhumaine de l'individu.* »⁸

L'individualisme bourgeois cherche en même temps à faire de l'indépendance individuelle une fin en soi et à pérenniser la séparation de l'individu de sa nature, son être social. Cette opposition exige d'être régie et normalisée par les lois qui émanent d'un corps stable et séparé, l'État. Au contraire, le communisme vise la réconciliation de l'individu avec son espèce où l'homme social produit enfin sa propre histoire. L'autre individu

⁵ Karl Marx, Introduction à la Contribution à la critique de La philosophie du droit de Hegel, 1843.

⁶ Karl Marx, Le Capital, Livre I, PUF, p. 476.

⁷ Karl Marx, La question juive, 1844.

⁸ Karl Marx, La Sainte Famille, 1845.

n'est plus un obstacle à la liberté mais représente enfin l'opportunité de réaliser la sienne propre. L'égalité comme affirmation de l'équivalence entre individus est une négation sans dépassement – donc non dialectique – de l'individu; c'est l'aveu de la nature sociale de l'homme réifié, quantifié et réduit à l'état de simple détenteur de marchandises. L'égalité formelle et contractuelle entre capitaliste et salarié occulte le rapport de domination. Pour les communistes, le seul trait commun aux individus (outre leur constitution physique), c'est l'appartenance à la communauté humaine concrète, aujourd'hui divisée en classes et n'existant qu'au travers des classes antagoniques. Une condition d'existence du MPC est l'existence de deux classes qui sont « *deux sortes très différentes de propriétaires de marchandises (...) d'un côté les propriétaires d'argent, de moyens de production et de subsistance, pour qui il s'agit de valoriser par l'achat de la force de travail d'autrui la somme de valeurs qu'ils possèdent ; de l'autre, des travailleurs libres, vendeurs de leur propre force de travail et donc vendeurs de travail.* »⁹ Les travailleurs sont « *libres en ce double sens (...) qu'ils n'appartiennent pas plus eux-mêmes immédiatement aux moyens de production et de consommation comme c'est le cas des esclaves, des serfs, etc. (...) que les moyens de production ne leur appartiennent, comme c'est le cas pour le paysan indépendant etc., qu'ils en sont au contraire détachés, libérés et affranchis.* »¹⁰.

La révolution communiste n'est donc pas la réalisation pleine et entière de la démocratie débarrassée de son enveloppe bourgeoise. Le communisme est par nature antidémocratique et anti-égalitaire. Contre « *le droit égal est, en principe, toujours le droit bourgeois (...) Le droit égal (...) d'après son contenu, est un droit de l'inégalité, comme tout droit.* »¹¹, le communisme affirme : « *De chacun selon ses capacités. À chacun selon ses besoins* ». Seulement au cours de la première phase de la révolution communiste, quand la production sociale est encore organisée selon les modalités héritées du MPC, le prolétariat passera transitoirement par l'application d'un strict égalitarisme (« *À chacun selon son travail* »). Mais dans la seconde phase de la révolution communiste (ou dans le « communisme inférieur » si l'on préfère), on passera à « *À chacun selon ses besoins* » conformément au contenu anti-égalitaire de Marx qui reconnaît l'existence propre, unique et différenciée de tout individu social libre.

ACTUALITÉ DE LA RÉVOLUTION EN PERMANENCE

Si la classe ouvrière peut avoir intérêt à une assise démocratique qui faciliterait son organisation et ses luttes, pour autant elle doit établir une démarcation nette avec la revendication démocratique bourgeoise et ne pas soutenir, directement ou indirectement, le processus de restructuration de l'État. Les prolétaires révolutionnaires doivent trouver leur place dans ce type de mouvement en valorisant son contenu social. Pour ce faire, il faut mettre en avant les thématiques de la lutte contre l'exploitation dans l'usine, sur les lieux de travail, dans les quartiers populaires, du combat contre tous les États, indépendamment de leurs régimes spécifiques, ainsi que de l'indépendance politique de la classe ouvrière. Les revendications démocratiques doivent être transcendées par la pratique d'un nouvel ordre social, par l'instauration par en bas de nouvelles règles et modes de vie coopératifs inspirés par le processus révolutionnaire. Les prolétaires révolutionnaires ne demandent pas la liberté à l'État, ils la prennent. Dans ce cadre, le premier ennemi à vaincre est celui qui se glisse au sein du mouvement, qu'il soit social-démocrate, stalinien, libéral ou fasciste. Les mouvements démocratiques constituent alors juste un moment dans la lutte de longue durée pour écraser le capitalisme. La boussole qui doit servir à la classe ouvrière est de toujours promouvoir ses propres exigences.

« *La position du parti ouvrier révolutionnaire par rapport à la démocratie petite-bourgeoise est la suivante : il marche avec elle contre la fraction dont elle poursuit la chute ; il s'oppose à elle toutes les fois qu'elle veut déterminer ses propres positions.* »¹² Et encore :

« *Tandis que les petit-bourgeois démocrates veulent amener au plus vite la révolution à son terme, notre intérêt, notre tâche est de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été écartées du pouvoir, que le pouvoir d'État ait été conquis par le prolétariat et que, non seulement dans un pays, mais dans tous les pays qui dominent le monde, l'association des prolétaires ait réalisé assez de progrès pour faire cesser dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer entre leurs mains à tout le moins les forces productives décisives.* »¹³.

Pas d'alliance donc avec la démocratie petite-bourgeoise puisqu'elle tournerait uniquement à l'avantage des petits-bourgeois et au désavantage complet du prolétariat. La coïncidence d'intérêts, partielle, éphémère et non

⁹ Karl Marx, Le Capital, Livre I, PUF, p. 804.

¹⁰ Idem.

¹¹ Karl Marx, Friedrich Engels, Critique du Programme de Gotha, Chapitre 1, 1875.

¹² Karl Marx, Adresse du comité central de la ligue des communistes, mars 1850.

¹³ Idem.

déclarée, entre ouvriers et démocrates petit-bourgeois appelle simultanément une œuvre constante d'affaiblissement par les premiers des seconds.

Comment faire ?

- La classe ouvrière pendant une lutte contre la dictature ou un régime autoritaire met en avant les libertés qu'elle peut, ou aspire à, pratiquer directement et qui sont cohérentes avec sa lutte générale contre le capital et l'État (liberté d'organisation dans les usines, par exemple) ;

- La classe ouvrière s'adresse aux autres classes opprimées pour leur expliquer que pour obtenir ces libertés, il faut se battre aussi contre la perspective bourgeoise de l'État démocratique. Une perspective qui vise à transformer et à congeler ces libertés en droits octroyés et conditionnés à la paix sociale ;

- Lorsque les personnes aspirent à satisfaire leur besoin d'expression directe, la classe ouvrière met toujours en avant la lutte et l'organisation pour transformer ces revendications en pratiques vivantes et, surtout, directes ; en mouvements qui préfigurent une organisation nouvelle, fondé sur la coopération sociale et sur le dépassement de la forme étatique ;

- La force de conviction de la classe ouvrière est directement proportionnelle à sa capacité avérée d'être un protagoniste social et politique indépendant, dans les lieux qui sont les siens : les usines, les quartiers populaires, les transports en commun, les écoles, les hôpitaux, etc. Son pouvoir de persuasion dépend, en somme, de l'exercice de son pouvoir direct pour détruire le capital et son État.

Comme l'expliquait, Karl Marx dans le texte déjà cité :

1.« Pendant et après la lutte, les ouvriers doivent en toute occasion formuler leurs propres revendications à côté de celles des démocrates bourgeois. »

2.« Il faut qu'ils exigent des garanties dès que les bourgeois démocrates s'apprêtent à s'emparer du gouvernement ... Il leur faut, au besoin, emporter ces garanties de haute lutte et veiller, d'une façon générale, à ce que les nouveaux gouvernants soient contraints à toutes les concessions et à toutes les promesses possibles – c'est le plus sûr moyen de les compromettre. »

3.« Il faut qu'à côté des nouveaux gouvernements officiels, ils créent en même temps leurs propres gouvernements ouvriers révolutionnaires, sous forme de municipalités ou de conseils municipaux ou sous celle de clubs ou de comités ouvriers. Le contre-pouvoir s'organise. La dualité des pouvoirs s'installe. »

4.« Il faut obtenir immédiatement l'armement de tout le prolétariat » et organiser une garde prolétarienne autonome placée « sous les ordres non pas du pouvoir public mais des conseils municipaux révolutionnaires obtenus par les ouvriers. »

La finalité de ce plan est claire : « annihiler l'influence des démocrates bourgeois sur les ouvriers ; réaliser immédiatement l'organisation autonome et armée des ouvriers ; entraver la domination, pour le moment inévitable, de la démocratie bourgeoise en la gênant et en la compromettant. »

CONCLUSION

« Heureusement, le prolétariat a accumulé au fil des siècles une énorme expérience sur ce terrain. L'enseignement de la vague révolutionnaire de 1848, de la Commune de Paris, celui des révolutions russes de 1905 et 1917 et de tant d'autres tentées et écrasées nous porte à dire que les revendications de cette nature ne font pas peur à la classe ouvrière qui s'insurge. Elles peuvent, au contraire, alimenter la révolte générale et diriger vers le camp du prolétariat d'autres forces sociales. Mais seulement à la condition que celui-ci exprime et affirme par-dessus tout sa propre politique indépendante de dépassement du système capitaliste et de destruction révolutionnaire progressive de l'État.

Décoller les revendications démocratiques et de libertés individuelles de l'idéologie qui les représente le mieux, le libéralisme moderne, est aussi un impératif auquel la classe ouvrière indépendante ne doit pas se soustraire. Sous peine d'édulcorer son propre plan révolutionnaire. Ceci signifie qu'une âpre bataille politique et théorique doit être engagée au sein des mouvements démocratiques radicaux afin qu'ils se dissolvent dans celui plus cohérent et plus profond de la transformation communiste de la société. La dissolution de ces mouvements ne doit cependant pas être opérée par annulation pure et simple des exigences de liberté individuelle qu'ils portent. Le communisme en mouvement est le long processus de socialisation des rapports entre les hommes libres de choisir leur destin individuel. Ainsi, la liberté de choix de l'individu, quand elle n'est pas fondée sur l'exploitation et l'oppression d'autrui, est la condition de l'épanouissement des rapports sociaux, de l'être social de l'homme. Libertés individuelles les plus amples, expression la plus large de la volonté collective, socialisation des moyens de production, destruction de l'État et dépassement du capitalisme sont autant de facteurs de la même équation.

Une équation dont la solution historique pourrait être trouvée dans les prochaines années ou décennies en Chine. »¹⁴

La radicalité formelle des mouvements démocratiques ne sera dépassée qu'à la condition qu'un mouvement politique prolétarien les subsume, canalisant leur élan fragile de transformation dans la perspective de la révolution des rapports sociaux et de la critique pratique du capitalisme. Si tel n'est pas le cas, leur trajectoire les voue, à terme, à agir pour la restructuration et le renforcement de l'État bourgeois. Si le prolétariat s'avère incapable de se singulariser avec sa propre politique et ses organes de classe au sein de ces mouvements démocratiques, la perspective de la révolution en permanence n'apparaîtra pas à l'horizon des possibles. La clé, comme toujours, est la constitution politique du prolétariat en classe indépendante, donc la formation de ses organes centralisés, même s'ils sont longtemps minoritaires. Ce sont ces organes qui doivent assumer la tâche historique d'expérimenter pratiquement le double pouvoir, de dissoudre par la force les rapports sociaux existants et de modéliser une société nouvelle, sans patrons, sans État, sans capital. Une société où la priorité est la réélaboration et la satisfaction des besoins sociaux concrets des ouvriers et des autres opprimés. L'organisation politique autonome exalte la force et la maturité du prolétariat s'affirmant en tant que classe pour soi. Par son action, elle prépare les exploités à détruire l'État et ses appareils tout en ébauchant dans le feu du combat la mise en œuvre des mesures indispensables à la transition vers la société nouvelle, vers un monde à l'image de l'individu social libre, coopérant et pleinement déployé.

Néanmoins, les classes qui n'appartiennent pas au prolétariat, nous pensons, par exemple aux paysans pauvres des pays de la périphérie du MPC, si elles trouvent en elles la capacité à entrer en lutte, à créer leurs propres organisations et à se transformer d'un mouvement démocratique à leur naissance en mouvement démocratique radical, c'est à dire un mouvement qui ne s'adresse pas à l'État mais qui, au contraire, met en pratique les moyens organisationnels de réaliser leurs besoins, n'ont pas besoin d'attendre que le prolétariat soit en mouvement pour pratiquer leurs propres actions. Au contraire, dans la lignée des tentatives des communes de paysans anarchistes d'Espagne, en 1936-1937, elles doivent essayer de résoudre ici et maintenant, les questions complexes relatives à la production des matières agricoles : que produire et comment ? Comment organiser la production de façon à ne pas reproduire l'exploitation ? Quelles doivent être les relations villes-campagnes ?

Que la transformation communiste du monde ne soit viable que si le prolétariat entre en mouvement, personne ne le contestera, mais le fait que les paysans aient aussi pratiqué en appliquant le principe « *Ne demande pas (à l'État), prends et organise-toi en conséquence pour réaliser* », principe opératoire existant déjà chez les IWW, permettra que les prolétaires en lutte rencontrent un soutien important basé non pas sur la « soumission » au prolétariat paré de toutes les vertus mais sur une pratique similaire permettant la reconnaissance puis le dépassement. Rappelons que le communisme n'est pas la généralisation de la condition prolétarienne mais son abolition comme celle de toutes les autres classes.

« Ceci n'entraîne pas la conclusion que rien ne peut être acquis dans le cadre de l'État. Les revendications démocratiques se placent à ce niveau : elles sont le résultat de la tentative de créer un terrain de compromis possible avec l'État. Portées souvent par les prolétaires indépendants, elles ne sont pas moins un leurre contre lequel les révolutionnaires doivent se dresser. La conception et la pratique des libertés singulières et collectives de l'individu n'ont de sens que si ce dernier assume pleinement son être social en contribuant à organiser la société autour du pilier de l'association pour la coopération productive libérée de la marchandise, de la valeur, du capital et, bien sûr, de l'État.

Tout mouvement qui tend vers la satisfaction autonome et collective du besoin de libertés s'engage sur le long chemin vers le communisme. En revanche, si ou quand l'aspiration libertaire dévie vers la revendication démocratique adressée à l'État, la perspective du communisme s'éloigne. La perspective du communisme s'efface même si des succès partiels sont remportés, comme dans le cas de l'élargissement ou du renforcement de la démocratie sociale (les fameux acquis des luttes trade-unionistes). L'échange que l'État est amené de façon récurrente à proposer aux insoumis et aux prolétaires est de cesser l'agitation et la construction d'un ordre nouveau contre la satisfaction de certaines revendications. »¹⁵

MC/KPK, le 20 Mai 2015

Pour toute correspondance écrire, sans autre mention, à : BP 380, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique.

Consulter les sites Internet de Mouvement Communiste : www.mouvement-communiste.com et de Kolektivně proti kapitálu : <http://protikapitalu.org/>

¹⁴ « Iran : Le grondement populaire souterrain fait surface » (Lettre n°31, décembre 2009) p 18.

¹⁵ « Égypte : Compromis historique sur une tentative de changement démocratique » (Brochure n°3, octobre 2011) p 53.